

Chine : des défis tous azimuts

Christiane Marcie *

En un quart de siècle la Chine a sûrement connu les plus grandes transformations de toute son histoire moderne.

La politique économique et sociale cherche sa cohérence dans ce qui est appelé une « économie socialiste de marché » : recherche de l'efficacité économique des entreprises, soutien de l'initiative de chaque individu, encouragement à l'entreprise privée et/ou personnelle, remise de la terre aux familles des paysans, recherche des investissements étrangers avec la conscience du prix nécessaire à payer, édification d'un Etat de droit dans tous les domaines de la vie de la société. Si la concurrence et la compétition sont considérées comme incontournables pour leur insertion mondiale, le rôle décisif et coordinateur de l'Etat central sur les grandes orientations macroéconomiques est censé déterminer et assurer une cohérence nationale dans la conduite de la politique économique et sociale, cela en s'appuyant notamment sur ses pouvoirs dans les industries clés et le système financier.

Cette stratégie s'est accompagnée d'une restructuration des entreprises d'Etat avec des licenciements massifs et des privatisations importantes. Contrairement à la période précédente, la concurrence est vantée comme un levier nécessaire dans la vie économique et sociale. Fin 2003 outre la décision d'accélérer le cours des réformes dans l'organisation de l'administration et le fonctionnement des grandes entreprises publiques, la tâche majeure à engager concerne la mise en place d'un mécanisme apte à promouvoir le développement coordonné de l'économie des 22 provinces, 4 régions autonomes et 4 municipalités qui constituent la Chine, depuis la côte Est, la plus dynamique, jusqu'aux régions « périphériques » largement sous-développées. Cela passerait par l'établissement d'un système de marché moderne, unifié, ouvert, concurrentiel et ordonné (1), reposant sur des régimes divers de la propriété, avec une prédominance du secteur public fondamentalement affirmée. Une des conséquences politiques directes de cette évolution a été la décision historique d'accepter l'adhésion au Parti des dirigeants d'entreprises privées, qui sont nombreux depuis cette date à la solliciter.

La dialectique du développement actuel de la Chine pourrait sans doute se résumer dans une proposition complexe de la sorte :

- construire une société socialiste assurant les possibilités de développement à tous les Chinois dans toutes les parties du pays,
- la réaliser dans le cadre d'un environnement mondial avec lequel il faut nécessairement coopérer (reconnaissance d'une intégration dans un marché mondial unique,

entrée à l'OMC, recherche des apports pour combler rapidement le retard technologique) alors qu'il est régi de manière très majoritaire selon un système de relations inégalitaires de prédation,

- éviter les affrontements qui mettraient en cause les objectifs mêmes de ce développement
- réaliser ce développement, en « coordonnant » initiative individuelle et direction centralisée pour les options fondamentales, devant favoriser une dynamique d'élévation du niveau de vie, du niveau culturel et du niveau éducatif comme base pour la mise en ?uvre d'une démocratie dans des termes de plus en plus pluralistes, en conduisant la mise en place d'une société civile fondée sur une perspective dynamique du caractère universel des droits de l'homme.

QUESTIONS ECONOMIQUES

Les autorités chinoises en lançant la réforme économique se trouvaient confrontées à un premier défi colossal. La restructuration des entreprises d'Etat, qui assurait l'essentiel de la production industrielle du pays, remettait en cause tout le modèle social dans lequel l'entreprise assurait à chaque salarié un ensemble de services qui couvraient tous les aspects de sa vie (logement, santé, scolarité des enfants et activités périscolaires, loisirs, etc.). Dès lors la Chine s'ouvre largement sur l'extérieur et fait appel aux investisseurs étrangers, privés et publics.

Durant les 25 années qui viennent de s'écouler, de 1978 à 2004, la Chine a connu une croissance moyenne annuelle de 9,3%. Mais cette croissance est considérée comme

(*) Collaboratrice-Relations internationales du PCF

(1) Si ces deux derniers concepts, associés, dans le cadre de notre économie libérale, nous apparaissent antithétiques, ils constituent effectivement l'enjeu stratégique du développement chinois (note de l'auteur)

trop élevée. Hu Jintao a souhaité une «*croissance équilibrée*». Le Gouverneur de la Banque Centrale de Chine Zhou Xiaochuan a précisé «*les contrôles macroéconomiques, qui ont produit leurs premiers effets, sont toujours dans une phase cruciale. Tout relâchement pourrait conduire à une rechute*». Le FMI qui anticipe une chute de la croissance à 7% pour 2005 n'exclut pas un retournement brutal de la situation économique.

Cette croissance s'alimente de l'élargissement de la consommation de masse, d'un robuste commerce extérieur et de programmes d'investissements ambitieux tant de l'Etat que des entreprises.

Depuis 25 ans, la Chine a attiré 420 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) soit un quart du total des IDE en direction des pays en développement depuis 10 ans. La Chine est le premier récipiendaire des investissements étrangers ; ils ont augmenté de 21% dans les 9 premiers mois de 2004 par rapport à la même période de 2003. Le nombre des entreprises à capitaux étrangers autorisées à s'établir en Chine s'établit autour de 500 000 et leurs investissements cumulés s'élèvent à 550 milliards de dollars. Les firmes à capitaux étrangers représentent 30% de la production industrielle et plus de la moitié du total des exportations chinoises.

D'autres indices témoignent de l'ampleur des transformations et des efforts déployés pendant ce court laps de temps. 1,7 million de km de routes ont été construits dont 19 000 km d'autoroutes. Le réseau ferroviaire du pays a augmenté de 70% et son réseau aérien transporte 100 millions de passagers/an. Le pays investit 1% de son PIB dans la recherche scientifique – soit 60 milliards de dollars – ce qui le place au 3ème rang mondial après les USA et le Japon pour le volume de l'investissement consenti.

Dans le cadre même de ce bond en avant, l'économie souffre de problèmes graves. La pénurie en énergie d'origine nationale et l'insuffisance des réseaux et moyens de transport pénalisent gravement, pour le moment, les efforts de développement. En outre le développement de l'économie peut ne pas être à l'abri de difficulté monétaire. Niu Li, économiste au Centre d'Information d'Etat, avertit que le gouvernement devrait considérer les risques d'inflation, étant donné la pression à la hausse des prix. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 4% les 8 premiers mois de 2004 par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant en août les 5,3%.

Quant au yuan, la monnaie chinoise arrimée au dollar US au taux fixe de 8,3 yuans pour 1 dollar, les Etats Unis en demandent toujours une réévaluation pour alléger le déficit de leur balance des comptes: Aujourd'hui on estime les réserves de la Chine en devises à plus de 400 milliards de dollars, dont une partie importante investie en bons du

Trésor US. Le taux d'épargne des ménages, parmi les plus élevés du monde, est proche de 40% du PIB, ce qui offre à l'économie et à l'Etat des moyens d'investissements de plus en plus considérables.

Dans le cadre de cette politique économique et de l'«*ouverture*», les investisseurs étrangers sont attirés par des avantages certains que leur offre la Chine: taille d'un marché potentiel lié à l'enrichissement ou à l'aisance d'une partie importante et croissante de la population (environ 250 millions de personnes), main d'œuvre abondante, disciplinée, performante, acceptant des salaires très bas et des conditions d'existence souvent spartiates. Le problème des «*délocalisations*» vers la Chine se pose dans ce cadre-là : un taux de profit pour les capitaux occidentaux reposant sur la faiblesse des salaires une pression considérable à la baisse des salaires dans les pays développés, voire de certains pays à économie émergente, une source d'emplois pour les travailleurs chinois, un transfert de technologie positif, un ensemble de contradictions transitoire probablement mais lourd dans le présent.

QUESTIONS DE SOCIETE

Le résultat de la restructuration et de la privatisation des entreprises d'Etat décidées en 1997 ne s'est pas fait attendre : depuis 1998, les entreprises d'Etat ont ainsi licencié 27 millions d'ouvriers (2). Lucien Bianco, sinologue français, affirme que dans les régions où se concentre l'industrie, le chômage atteindrait 20% de la population active. Plus de 40% des entreprises d'Etat sont dans une situation financière critique, ce qui se traduit, pour leurs salariés, en général, par une baisse des salaires, une diminution du taux des pensions de retraite et des indemnités de licenciement, conjuguée, dans de nombreux cas, à leur versement aléatoire. En 2001, le secteur privé national a réalisé environ un quart de la production industrielle. Ce taux s'élève à 45% avec l'apport des entreprises étrangères.

Depuis le début des réformes, en 1978-80, la société chinoise, jusqu'alors largement homogène avec deux grands groupes de population, les paysans et les ouvriers des grandes entreprises industrielles, s'est rapidement différenciée (3).

Ces facteurs de déséquilibre se sont vite manifestés dans le développement économique et social. Les paysans, qui représentent maintenant 70% de la population connaissent une amélioration de leurs conditions de vie bien plus lente que celles des habitants des villes. Même si ce nombre tend à diminuer. 28 millions de paysans vivent au dessous du seuil de pauvreté. Les écarts se sont nettement élargis depuis 1997 dans l'échelle des revenus. Les revenus

(2) Selon l'*International Herald Tribune* du 3 mars 2003

(3) Dans un rapport publié en 2001, l'Académie des Sciences Sociales de Chine distinguait 10 couches sociales et relevait une expansion rapide des couches intermédiaires. Ces groupes sociaux se différencient fondamentalement par leur niveau de revenus, en conséquence du renoncement à la politique égalitariste de la période maoïste. Au bas de l'échelle se situe l'immense masse des centaines de millions de paysans, même si leur nombre tend à diminuer suite à l'exode rural en direction des zones à industrialisation rapide et à une certaine modernisation de l'agriculture. A l'autre bout de l'échelle, une couche de personnes qui «*disposent de ressources économiques considérables a émergé et s'agrandit*». Une enquête publiée par la revue «*La Chine au présent*» en septembre 2004, révèle que le nombre de Chinois possédant 1 million de dollars US (non compris les biens immobiliers) a augmenté de 12% en 2003 pour atteindre 236 000 personnes. Ces millionnaires se concentrent surtout dans les villes.

urbains sont en moyenne 5 à 6 fois supérieurs aux revenus des paysans(4).

La société devient de plus en plus complexe et diversifiée avec l'émergence d'une société civile encore balbutiante mais qui discutera et manifera de plus en plus ses désaccords avec les autorités. Il s'agit-là d'une transformation d'importance liée à l'apparition de nombreux facteurs d'inégalités. De ce point de vue le pays est dramatiquement divisé entre les régions fort développées de l'Est où les couches dirigeantes et les nouveaux cadres de la modernité disposent d'un niveau de vie élevé et les régions occidentales ou périphériques, encore largement exclues du bénéfice des progrès, où la population n'a de fait qu'un accès limité à la santé, à l'éducation et aux biens de la consommation moderne. En outre, les travailleurs venus des campagnes à la recherche ne jouissent d'aucune protection sociale une fois arrivés dans les zones urbaines, tandis que nombre d'ouvriers des entreprises publiques, victimes des restructurations industrielles et de l'effondrement des unités de production caractéristiques du socialisme égalitariste de l'époque maoïste, confrontés aux difficultés de recyclage de leurs compétences, pâtissent lourdement de cette modernisation.



(4) En 2003, par exemple, les dépenses moyennes par individu dans les campagnes étaient seulement de 12 yuans par jour (environ 1 euro), ce qui représentait seulement 27,6% de ce qu'un habitant des villes pouvait dépenser. Les dépenses de santé pour la population rurale (70% de la population totale) représentaient 33% des dépenses totales de santé du pays, en retrait de 3 points au cours des 7 dernières années (Li Ling, *semaine Actuel Marx* 2004). Dans le domaine de la protection sociale un déséquilibre important existe au détriment des campagnes : dans les villes, un nouveau type d'assurance sociale et de retraite a été mis en place ainsi qu'un système de secours pour les chômeurs et les pauvres ; dans les campagnes, seulement 1,08 million de personnes perçoivent une retraite et les trois-quarts des ménages ne disposent pas du minimum vital. Désormais, santé, travail et éducation ne sont plus garantis pour tous. L'école, la santé, le logement, services autrefois prodigués par l'Unité de Travail (danwei), au sein de l'entreprise, sont payants aujourd'hui, et fort cher relativement au niveau des revenus, même si des systèmes de bourses tendent à en limiter les effets.

(5) Un exemple caractéristique de la vie de ces migrants est relaté par l'Ambassade de France à Pékin (dans son bulletin *«La France en Chine»* du 26/1/04), repris de la presse chinoise (*«Le Quotidien des Ouvriers»*). Un journaliste a suivi un migrant du Hebei en 2003 : sur 115 jours, il a travaillé 45 jours, dormi à la belle étoile 68 jours, n'a pas mangé à sa faim pendant 70 jours, est tombé malade 2 fois, a été volé 2 fois, frappé 2 fois, escroqué 3 fois et a tenté de se suicider 1 fois. Il a travaillé pour 11 patrons différents pour un revenu total de 415 yuans (et il faut environ 10 yuans pour 1 euro). L'accès à l'école pour les enfants de migrants reste difficile. Des réseaux d'écoles privées s'organisent pour faire face à cette demande dans des conditions précaires.

(6) Ainsi la Commission Nationale des Comptes a-t-elle montré que de 1997 à la fin du premier semestre 1999, si les gouvernements, central et provinciaux, ont investi 48,8 milliards de yuans dans la lutte contre la pauvreté dans 592 districts pauvres, 4,343 milliards avaient été utilisés illicitement (détournement, truquage des comptes ou détournés pour dépôt sur des comptes secrets). Selon *Beijing Information* de septembre 2004, *«la réquisition arbitraire et massive des terres par le gouvernement pour un développement aveugle a abouti à une baisse du niveau de vie des paysans; ces terres sont souvent confisquées par les autorités locales de mêche avec les spéculateurs fonciers, sans parler des taxes et impôts locaux prélevés par les autorités locales de manière arbitraire»*.

Les phénomènes qui ont le plus marqué ces 25 dernières années sont, d'une part, l'émergence d'un exode rural massif et, d'autre part, la disparition progressive du modèle à la fois économique, social et administratif de l'entreprise d'Etat. L'apparition d'une nouvelle catégorie sociale, les travailleurs issus de la campagne émigrés en ville attirés par l'ouverture des chantiers de construction et le développement industriel, est à mettre en parallèle avec la perte de statut des ouvriers du secteur public, catégorie autrefois privilégiée. On considère que le nombre de migrants concerne une population d'environ 120 millions de personnes. Peu ou pas qualifiés ils sont cantonnés le plus souvent aux tâches les plus difficiles. 2 employés sur 3 dans l'industrie sont des travailleurs migrants, 90% dans le bâtiment et la construction, 80% dans les mines et les industries extractives. Ils sont en situation de grande précarité (5).

Pourtant, ce sont les zones rurales qui, dans les années 80, ont, les premières, tiré bénéfice des réformes : les autorités redistribuèrent aux paysans les terres sur lesquelles ils ont toute latitude à choisir leurs cultures, à en vendre librement les produits sur le marché pour autant qu'ils ont rempli les quotas de fourniture à l'Etat. Mais, rapidement, de nombreux paysans renoncent à la culture des champs et partent attirés par les revenus supérieurs que leur offre le marché du travail dans les zones urbaines. Comme travailleurs migrants ils ne sont couverts par aucun statut légal, n'appartenant ni à la société rurale au sein de laquelle ils ne résident plus, ni à la société urbaine qui ne leur reconnaît aucun droit, pas même celui de se syndiquer, sans perspective de promotion ni aucune reconnaissance d'ancienneté. Tant qu'ils sont des travailleurs temporaires, leurs employeurs n'ont pas à verser pour eux de cotisations sociales. En janvier 2003, le gouvernement a publié un premier décret pour tenter de les protéger : désormais, l'employeur d'un travailleur temporaire doit lui fournir un contrat de travail précisant le type d'emploi, sa durée et le montant de sa rémunération.

La pauvreté reste un phénomène de masse, principalement ressentie dans les campagnes. Si le gouvernement central et les gouvernements régionaux engagent des investissements, même insuffisants, pour lutter contre la pauvreté, une partie considérable en est détournée à



d'autres fins au niveau des exécutifs locaux (6). Le tableau est sombre assurément, mais il se conjugue pourtant, avec d'immenses progrès réalisés dans les 25 premières années de la Réforme : La population très pauvre dont le revenu annuel ne dépasse pas 637 yuans a fortement diminuée de 250 millions de personnes en 1978 à 29 millions en 2003, de 30,7%, à 3,1% de la population totale. Le Pnud (Programme des Nations-Unies pour le Développement) souligne cette même tendance, relevant que le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a chuté de 33% de la population totale en 1990 à 16% en 2000 (7). Les différences de niveau de vie sont impressionnantes. Le revenu annuel par tête atteint, selon *Les Echos* du 28 janvier 2004, près de 3 500\$ dans les régions côtières orientales, contre 364\$ dans la province du Guizhou (Sud-Ouest). La façade maritime de la Chine capte à elle seule 80% des investissements directs étrangers. Reste que le revenu individuel n'est que l'un des nombreux critères à partir desquels est calculé l'indice du

développement humain (HDI). Sur beaucoup de critères, relève le Pnud, la Chine a encore de gros progrès à faire, notamment en matière de réduction du nombre de victimes de la famine, d'élargissement de l'accès à l'eau potable et de diminution du taux de mortalité infantile.

La mise en œuvre de ces réformes, dans les années 90, a généré des mouvements de résistance (8) de la part de celles et ceux qui en étaient directement victimes sous forme de mouvements divers (sit-in, grèves, manifestations diverses). Ces mouvements divers de protestation restent localisés et dépourvus d'orientation politique délibérée. Ils constituent toutefois un avertissement sérieux pour les autorités car ils sont visibles, populaires, souvent soutenus par les syndicats et les autorités locales. Ils placent les autorités devant un dilemme difficile : continuer à subventionner un potentiel industriel déficitaire ou risquer de nouveaux troubles. Ils témoignent tout autant de la vitalité profonde de la société et de sa capacité de dynamisme.

Préoccupés par les disparités qui se creusent entre la façade côtière, riche et les régions pauvres de l'Ouest, le Parti et les autorités s'emploient à développer l'Ouest. Avec un développement des infrastructures, routes, voies ferrées, voies de navigation, infrastructures aériennes. En fait, depuis 1999 l'État s'emploie à développer ces régions qui réunissent 10 des 22 provinces du pays. Tout cet ensemble concentre 23% de la population totale de la Chine, et seulement 15% du PIB et 4,5% des investissements étrangers.

LA QUESTION SOCIALE

Le Parti et les autorités gouvernementales ont pris conscience que la hausse du taux de croissance ne suffisait plus par lui-même à assurer leur légitimité aux yeux de la majorité de la population. L'équipe nouvelle autour du président Hu Jintao a mis l'accent sur la réduction des inégalités, comme un enjeu crucial pour la vie politique dans les années à venir. Il n'y a toujours pas de système véritable de sécurité sociale à l'échelle du pays ; des fonds d'urgence sont parfois débloqués pour faire face au mécontentement lié à une situation localement critique. Des efforts plus généraux se mettent en place. Depuis 2001, il existe une «allocation minimum vital» et des efforts sont déployés pour structurer l'aide sociale. C'est à partir de novembre 2002, que les travailleurs migrants ont commencé à bénéficier d'une nouvelle politique, le nombre est si important et leur rôle si décisif dans l'expansion économique que leur statut d'«exclus» doit être résolu positivement (9).

(7) Pourtant, le 16 juillet dernier, Liu Jian, responsable de la lutte contre la pauvreté auprès le Conseil des Affaires d'Etat révélait, fin 2003, que la population vivant sous le seuil de pauvreté avait augmenté de 800 000 personnes en la seule année 2002 pour s'établir à 29 millions. Le bureau d'assistance aux pauvres près le Conseil des Affaires d'Etat a précisé que le nombre de pauvres – à savoir toute personne disposant d'un revenu annuel de 882 yuans qui permet de franchir le seuil de subsistance, «*manger à sa faim et se vêtir chaudement*» - s'élève à 56,17 millions.

(8) Ainsi en 2003, dans le Liaoning (nord-est) des manifestations monstres avec des dizaines de milliers de participants sont révélatrices de l'émergence d'un véritable mouvement ouvrier qui a d'ailleurs été sévèrement réprimé. Dans les campagnes, des mouvements se sont produits contre les impôts excessifs, contre les expropriations foncières, contre les comportements abusifs des représentants locaux de l'administration, etc.

(9) Une enquête menée en 2002 par le ministère de l'Agriculture a révélé la modification structurale du flux migratoire : 22% des «nouveaux urbains» ont migré avec leur famille et plus de la moitié d'entre eux dispose d'un emploi fixe. Le 3 janvier 2003, le Conseil des Affaires d'Etat a publié une circulaire reconnaissant que «*l'exode rural est une tendance accompagnant nécessairement l'industrialisation et la modernisation*» et a appelé à protéger les «*droits légaux*» des migrants. Certains d'entre eux possédant un logement et disposant de revenus fixes se voient délivrer un «*livret de résidence urbaine pour personnes d'origine rurale*».

Wen Jiabao, Premier ministre, a dit sa crainte de troubles sociaux (10) et il a esquissé des mesures à prendre pour réduire la fiscalité pesant sur les paysans et permettre d'augmenter les subventions agricoles. Il s'est aussi engagé à créer 9 millions d'emplois nouveaux dans les villes et à réembaucher 5 millions d'ouvriers licenciés des entreprises nationales. Il a été annoncé (11) que la Chine redoublera d'efforts dans 4 domaines pour réduire la disparité entre régions rurales et urbaines, fossé qui est aujourd'hui une «question clé» (12).

Les chercheurs chinois pensent que la tendance à la bipolarisation de la société s'accroîtra et nuira inévitablement à la stabilité sociale si on laisse libre cours aux seules forces du marché. Ils assurent que le gouvernement devra toujours intervenir pour réduire les écarts dans la distribution des richesses sociales, par la fiscalité, par les transferts de capitaux pour l'exécution de projets d'équipements et de développements nécessaires que les capitaux privés sont incapables d'entreprendre et mener à bien, en un mot par la régulation centrale assurée par l'Etat.

DEMOCRATIE - DROITS DE L'HOMME - PARTI

La réforme politique menée par le gouvernement s'est traduite par un renforcement du rôle du droit dans la vie de la société et un développement de la démocratie de base dans les villages et les quartiers. Ces mesures contribueraient à l'effort de développement et d'ouverture du pays et de la société. Le rôle dirigeant du Parti resterait fondamental et constituerait la clé de voûte de tout l'édifice.

Le développement économique impose également, un énorme effort de formation intellectuelle et de créativité scientifique et technique. Ce développement intellectuel et culturel lui-même, dans un tel cadre, ne peut que contribuer à une évolution démocratique progressive et originale.

Dans le pays, de nombreux colloques débattent du pluralisme politique et abordent l'analyse des formes et des processus de la démocratisation. En 2003, l'essayiste, Mao Yushi, a publié (13) un article intitulé «*Chacun a son rôle dans la réforme politique*» dans lequel il précise notamment «*La Chine ne pourra pas devenir un pays développé si elle n'engage pas une réforme politique*», qu'il définit par son double objectif «*démocratie et Etat de Droit*». Or, précise-t-il, «*la réforme politique est très en*



retard par rapport à la réforme économique et devient donc maintenant une tâche urgente. Si on n'accélère pas le rythme de cette réforme politique, la réforme économique va se heurter à des difficultés supplémentaires.

C'est au niveau du village que la Chine a fait, à partir de 1988, l'apprentissage des élections démocratiques. Dans une bonne moitié des villages, les «conseils villageois» sont élus au suffrage universel. Si les paysans osent maintenant dire leur mécontentement et voter pour des candidats qui ne sont plus obligatoirement membres du PCC ces élections directes sont limitées aux comités villageois.

Le Parti s'est lancé dans une pratique généralisée de concertation avec la «société civile», pour la préparation des décisions (14).

Le gouvernement chinois encourage les syndicats chinois à élargir leurs échanges avec les syndicats étrangers afin de «faire progresser le travail syndical international et de sauvegarder la paix mondiale et le développement en commun» (15). Cette démarche est un signe qu'une réflexion traverse la société et la direction du Parti Communiste Chinois sur le contenu de la démocratie et les formes pluralistes de participation à la vie sociale.

La question de la peine de mort est ouvertement

(10) Lors de la session parlementaire de mars 2004,

(11) Lors d'une conférence de presse tenue à Pékin le 9 mars dernier

(12) a) restructurer la production agricole en conformité aux demandes du marché, b) réformer le système fiscal pour alléger le poids des charges incombant aux agriculteurs, c) augmenter les investissements pour la construction d'infrastructures dans les régions rurales afin d'améliorer les conditions de production, de transport et de vie des agriculteurs, d) continuer de faire avancer l'urbanisation afin de créer les conditions permettant à la main-d'œuvre excédentaire dans les régions rurales à trouver des emplois dans les bourgs et les villes proches

(13) Dans «China Daily» l'organe officiel du PCC en direction des étrangers.

(14) Les gouvernements aux différents échelons ont mis sur pied toutes sortes d'organismes consultatifs auxquels sont conviés des experts, des sociologues, des économistes côtoyant des fonctionnaires et des cadres du parti. Ces comités aident les autorités à mieux adapter leurs prises de décisions à la réalité sociale et locale. Ces consultants sont désignés par les autorités sur la base de leurs compétences reconnues, mais sans que les divers groupes sociaux ou les groupes d'intérêts puissent encore s'organiser de manière autonome

(15) C'est ce qu'a proposé Hu Jintao le 11 octobre dernier à Pékin lors d'un forum international sur la «globalisation économique et le syndicat», forum organisé par les Syndicats chinois pour renforcer les échanges et la coopération entre les syndicats de différents pays (la Confédération Mondiale des Syndicats, l'Organisation de l'Unité des Syndicats Africains, la Confédération Générale des Syndicats Arabes, la confédération Générale des Syndicats de l'Union des Etat Indépendants, etc.).

évoquée pour la première fois en Chine. Des juristes ont appelé à éliminer la peine de mort des sanctions appliquées pour les coupables de délits économiques (16). Si le fait même de parler de ce problème représente une avancée, l'application de la mort dans l'arsenal des peines judiciaires, reste contraire au principe universel de justice humaine (17).

La question des droits de l'Homme devient une préoccupation dans la vie sociale et politique de la Chine (18). Un forum d'experts et d'universitaires s'est tenu le 15 mars 2004 pour discuter de la signification qu'il y a d'inscrire dans le texte de la constitution «*la protection des droits de l'homme*». Un consensus s'est dégagé pour considérer qu'il s'agissait là «*d'une pierre angulaire dans le développement des droits de l'homme ... et améliorer l'image internationale de la Chine comme celle d'un pays respectueux et protectrice des droits de l'homme*». La partie autocritique est dite avec autant de franchise : «*Il est vrai que pour toute une période après la fondation de la Nouvelle Chine, le terme - droits de l'homme - était considéré comme un slogan de la bourgeoisie, avancé sous l'influence «gauchiste». Mais rapidement la tendance erronée a été corrigée et le Parti à nouveau brandit la bannière des droits de l'homme*». La relation entre la citoyenneté et le respect et l'enrichissement des droits de l'homme serait la condition nécessaire pour l'épanouissement des individus.

Le multipartisme ? On en parle, et les autorités avancent alors une liste de «*partis démocratiques*» (19). Il n'en reste pas moins qu'un parti politique ne peut voir le jour s'il n'a pas l'autorisation du PCC.

Aujourd'hui, l'objectif du PCC est moins le pluralisme que l'amélioration de «*la capacité de gouvernance*» du Parti (20). Pour améliorer cette gouvernance il convient de lutter contre l'incapacité, la corruption, la perte de crédibilité devant la population. Il est nécessaire de crédibiliser les cadres et, pour ce faire, disposer d'une administration «*compétente*», «*honnête*», «*propre*», «*à l'écoute du peuple*». C'est en fait un début de démocratie interne au sein du Parti en attendant l'existence d'un contre-pouvoir extérieur au parti, qui pour le moment n'est pas toléré.

Si le Parti gouverne le pays depuis 55 ans, il n'en reste pas moins, souligne le document que «*le mode de gouver-*

nance du Parti et le mécanisme de direction étaient encore à perfectionner» : et de citer dans le désordre, faiblesse de dirigeants sur les plans idéologique et théorique, manque d'efficacité, incompetence pour gouverner en conformité avec la loi, incapacité de résoudre les problèmes compliqués, manque du sens des responsabilités, manque d'intégrité, absence de méthode de travail, sans parler du problème de la corruption «*qui persiste sérieusement*». D'où la nécessité de prendre des mesures pour corriger ces problèmes qui remettent en cause l'efficacité de gouvernance du parti.

EN CONCLUSION

Peut-on raisonnablement poser la question que la Chine soit devenue un pays capitaliste ? La réponse est probablement beaucoup moins simple que la question même. Ce développement chinois, dans le cadre de la mondialisation libérale, constitue pour nous, un véritable enjeu politique et social. Il nous impose certainement la recherche des conditions nécessaires à réunir pour constituer un autre type cohérent de développement au niveau mondial, intégrant les disparités actuelles dans le niveau de développement que connaissent les différentes parties du monde, et ne reposant pas sur la seule mesure du retour sur investissement. ■



(16) Cette proposition fait l'objet de vifs débats. Faut-il supprimer la peine de mort pour les crimes économiques ? Actuellement, 68 délits sont passibles de la peine de mort, dont certains non violents comme la contrebande, la profanation des tombes antiques, etc. Beaucoup de Chinois considèrent que la peine de mort infligée aux criminels économiques ne correspond pas «à l'importance qu'on attache à la vie humaine» (*Beijing Information* 27/09/04) et que cela constitue une violation à l'encontre de la Convention Internationale sur les droits civils et politiques.

(17) De la même manière, une différence essentielle nous sépare des communistes chinois dans notre conception des Droits de l'Homme, comme ensemble de droits inséparable de la mise en œuvre de la démocratie

(18) La revue «*Human Rights*», publiée depuis trois ans par la «*China Society for Human Rights Studies*», organisation non gouvernementale qui dispose d'un statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, rendant compte de la seconde session de son conseil national dans sa troisième livraison 2004, cite l'intervention de Zhao Qizheng, ministre de l'Information du Gouvernement Central, «*La nouvelle génération de dirigeants chinois a adopté une série de mesures nouvelles pour sauvegarder et protéger les droits de l'homme*». Le Comité Central du Parti propose d'inscrire nommément les droits de l'homme dans le texte de la constitution. Le Président de la Société, Zhou Jue a insisté que «*la cause des droits de l'homme en Chine était entrée dans une nouvelle période de développement*».

(19) 8 partis sont ainsi dénommés. Le nombre de leurs adhérents varie entre 1 800 pour le plus petit (Ligue pour l'Autonomie démocratique de Taiwan) à 156 000 pour la «*Ligue démocratique de Chine*». Tous ces partis participent à la Conférence Consultative du Peuple chinois (CCPC) et ont des «*délégués*» à l'Assemblée Populaire Nationale (APN). Ils soutiennent le Parti Communiste Chinois, mais permettent à des partisans, non communistes, du régime de rejoindre un parti qui s'inscrit dans la construction de la Chine Nouvelle

(20) Formule de la 4ème session du 16ème comité Central, les 16-19 septembre dernier. Cette session de 4 jours a abouti à l'adoption de la «*Décision du CC du PCC sur le Renforcement de la capacité de gouvernance du Parti*». Cette Déclaration fait le bilan de 55 ans de gouvernance.